

Explorateur et fondateur de la Solar Impulse Foundation, Bertrand Piccard était de passage à Luxembourg ce 28 avril. L'occasion d'aborder avec lui la transition écologique dans l'immobilier.

« La clé de la durabilité, c'est l'efficacité »

Il a été le premier homme à avoir effectué un tour du monde en ballon sans escale, puis un tour du monde en avion propulsé uniquement par l'énergie solaire - le Solar Impulse. Ces exploits, Bertrand Piccard les met au service d'une cause pour le moins urgente: la défense de la planète. En 2003, il a ainsi fondé la fondation Solar Impulse, dont l'objectif principal est de faire émerger des start-up développant des solutions à la fois écologiques et économiquement rentables. De passage au Luxembourg, l'explorateur suisse nous a accordé un peu de son temps pour évoquer la transition écologique dans l'immobilier, un secteur responsable d'une quantité importante des émissions globales de gaz à effet de serre. ▶

now

now



De gauche à droite: Carlo Theelen, directeur général de la Chambre de commerce, Franz Fayot, ministre de l'Économie, Bertrand Piccard, président de la fondation Solar Impulse et Claude Turmes, ministre de l'Énergie et Aménagement du territoire.

L'un des principaux piliers de votre action est la certitude qu'il est possible de concilier économie et écologie. Vous n'êtes donc pas un apôtre de la décroissance?

Selon moi, ces mots – croissance et décroissance – ne veulent rien dire tant que l'on n'identifie pas ce qui doit croître ou décroître. Il y a effectivement certaines choses qui doivent décroître sur cette planète: la pollution, le gaspillage, la démesure, l'inefficacité... Mais cela ne veut pas dire qu'il faut que l'activité économique décroisse pour qu'on y parvienne. Au contraire, nous avons besoin de l'activité économique pour financer l'éducation, la santé, les retraites, etc. La clé, c'est l'innovation. À travers elle, on peut aujourd'hui atteindre un très haut niveau d'efficacité qui nous permettra d'obtenir de meilleurs résultats économiques avec moins de ressources, de créer de nouveaux secteurs industriels, de nouveaux débouchés et, donc, des emplois supplémentaires, tout en remplaçant progressivement tout ce qui pollue.

La recherche de l'efficacité doit-elle être l'alpha et l'oméga pour toutes les entreprises qui cherchent aujourd'hui à innover pour améliorer notre environnement?

Il est clair que c'est un élément essentiel, qui peut même aider à résoudre d'autres crises.

now

Les conséquences du conflit en Ukraine – avec des problèmes d'approvisionnement en énergie, et une pénurie alimentaire qui risque de causer des famines dans certaines régions du monde – pourraient par exemple être atténuées si on mettait en œuvre certaines solutions nous permettant de gagner en efficacité. Aujourd'hui, 75% de l'énergie générée est perdue en raison d'un manque d'efficacité dans la production, le transport, le stockage et 50% de la nourriture est perdue pour la même raison. Si on arrive à moins gaspiller l'énergie comme la nourriture, on sera moins dépendant de l'étranger et on ne se retrouvera pas dans des situations inextricables comme celle que l'on connaît aujourd'hui.

Si on évoque l'immobilier, comment parvenir, dès aujourd'hui, à réduire son impact sur l'environnement et le climat?

Il y a deux axes sur lesquels il faut agir: la construction du bâti et son utilisation. Il est déjà possible de parvenir à construire des bâtiments qui sont neutres en CO₂. Nous travaillons pour l'instant beaucoup sur ce sujet avec Holcim, un géant de la production de béton dans le monde. En réutilisant des gravats de démolition, ce qui n'était jamais fait par le passé, ou encore en utilisant moins de béton grâce à un meilleur calcul de la répartition des forces, on peut d'ores et déjà faire une grande différence au niveau

« Un bâtiment peu cher à la construction peut coûter une fortune à l'utilisation. À l'inverse, on peut rapidement rentabiliser un bâtiment plus efficient, qui aura coûté un peu plus cher à la construction. »



Bertrand Piccard
EXPLORATEUR ET FONDATEUR
DE LA SOLAR IMPULSE FOUNDATION

des émissions de CO₂ liées à la construction. Au niveau de l'utilisation aussi, les nouvelles technologies s'avèrent précieuses pour consommer bien moins d'énergie. L'une des entreprises que nous avons laibellées propose ainsi un système de pompe à chaleur géothermique, avec des forages pouvant même être réalisés en pleine ville, qui permet de réduire de 70% la consommation d'un bâtiment. Des systèmes de gestion de l'énergie intelligents permettent aussi d'optimiser l'utilisation de l'énergie produite. Les techniques d'isolation ont également énormément progressé. Il y a donc déjà beaucoup de solutions qui permettent, dès aujourd'hui, de réduire l'impact environnemental de l'immobilier.

Ces solutions, si elles existent, ont aussi un coût important. Comment permettre aux personnes disposant de moins de revenus d'y accéder?

Tout d'abord, il faut bien rappeler qu'un bâtiment peu cher à la construction peut coûter une fortune à l'utilisation. À l'inverse, on peut rapidement rentabiliser un bâtiment plus efficient, qui aura coûté

un peu plus cher à la construction. Il faut prendre en compte l'ensemble du cycle de vie du bâtiment pour pouvoir évaluer s'il est vraiment plus ou moins cher. De plus, considérant les taux d'intérêt très bas que nous connaissons aujourd'hui, je pense que c'est le moment idéal pour consentir ce type d'investissement. Je crois d'ailleurs qu'il faut intégrer plus encore le secteur financier dans l'équation. Dans la mesure où personne ne paie cash son bien immobilier, on pourrait imaginer des systèmes où c'est la banque qui finance l'installation d'un chauffage à haute performance dans le bien acheté. Le consommateur, alors, achète la chaleur plutôt qu'un système de chauffage. Au-delà de cette implication du secteur financier, il faut également éduquer l'acheteur, qui doit comprendre que son intérêt est d'aller vers un bâtiment plus efficient.

Quel doit être le rôle des pouvoirs publics par rapport à ces enjeux?

Il est évident que le législateur doit tout d'abord mettre en place une réglementation qui interdit tout

now

ce qui pollue, pour inciter chaque acteur – personne physique ou morale – à utiliser des systèmes plus efficaces. En ce qui concerne la rénovation des bâtiments existants, je crois que la réglementation doit aussi évoluer. On pourrait par exemple envisager qu'un locataire participe financièrement à la rénovation du bien dans lequel il vit, sachant que ses charges baisseront automatiquement de plusieurs centaines d'euros au terme de la rénovation. C'est un challenge, mais il me semble que le gain doit être concret pour chacun, propriétaire comme locataire.

Avec la fondation Solar Impulse, vous avez lancé l'initiative « 1000 solutions pour protéger l'environnement de manière rentable ».

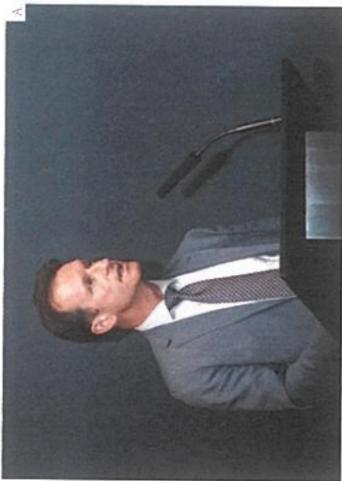
Quels ont été les retours ?

Ils ont été formidables, puisque nous avons jusqu'ici identifié 1.400 solutions à la fois écologiques et disposant d'un grand potentiel économique. L'idée était de proposer aux start-up ou PME d'obtenir une labellisation en déposant un dossier à la fondation. Trois critères de base devaient être respectés : leur solution devait être déjà opérationnelle, prête à être commercialisée, elle devait protéger l'environnement sur l'ensemble de son cycle de vie, et elle devait être économiquement rentable, tant pour celui qui la produit que pour l'utilisateur. Ces dossiers sont analysés par plusieurs centaines de nos experts avant d'être validés. Dans un second temps, nous souhaitons aussi les mettre en place, en collaborant avec les gouvernements, les villes et des instituts de recherche comme le LIST, par exemple. C'est aussi la raison de notre présence au Luxembourg : nous voulons montrer quelles sont les solutions qu'on peut mettre en place rapidement au Grand-Duché.

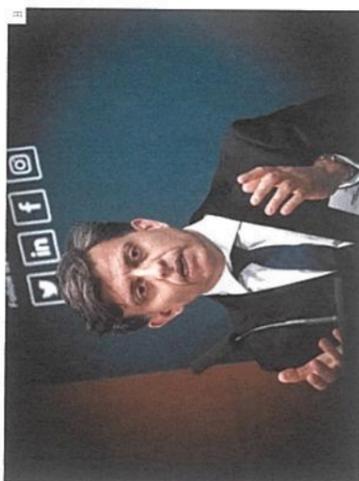
Le Luxembourg s'est également distingué, au cours des dernières années, par le développement de sa place financière verte. Quel est votre regard sur cette initiative ?

Je trouve que c'est une excellente idée. Le Luxembourg a été un véritable pionnier en ce qui concerne les green bonds et l'investissement vert en général. Il s'agit sans doute d'un pilier important pour le développement de technologies vertes dans le futur.

now



A. Carlo Thelen, directeur général de la Chambre de commerce.



B. Enrico Benetto, chercheur et responsable de l'unité « Environmental Sustainability Assessment and Circularity ».

À mon sens, il est toutfois indispensable aujourd'hui de financer de la sorte un grand nombre de petits projets, plutôt qu'un petit nombre de grands projets. Pourquoi ne pas permettre à ces obligations vertes de financer la rénovation de bâtiments, le développement, à l'échelle locale, de la mobilité propre, etc. ? Le New Green Deal européen aura aussi une grande importance à cet égard : il permettra d'identifier les domaines dans lesquels l'investissement est à la fois rentable et bon pour l'environnement. Parmi les secteurs essentiels, l'immobilier occupera une place fondamentale, tout comme l'agriculture, la mobilité, l'industrie, la gestion de l'eau, etc. ♦

C. Intervention de Franz Fayot, ministre de l'Économie, lors de la table ronde.

D. Son Altesse Royale le Grand-Duc entouré de Bertrand Piccard, Carlo Thelen et des ministres Fayot et Turmes.



CARACTÉRISTIQUES

1.400

Le nombre d'entreprises labellisées par la fondation Solar Impulse

7

Le nombre de solutions luxembourgeoises labellisées

43.000

Les kilomètres cumulés parcourus par l'avion Solar Impulse

75%

La quantité d'énergie aujourd'hui perdue par manque d'efficacité

2017

L'année qui marque le début de la collaboration entre la fondation Solar Impulse et le LIST

now